

ACTION URGENTE

UN ÉCRIVAIN CHINOIS EN FAVEUR DE LA DÉMOCRATIE A ÉTÉ ARRÊTÉ

Zhao Shiyong (plus connu sous son nom de plume, Zhao Dagong), un écrivain qui appelle à une réforme démocratique en Chine, a été arrêté par la police le 11 janvier à son domicile de Shenzhen, une ville proche de Hong Kong. Cet homme est un prisonnier d'opinion et risque de subir des actes de torture ou d'autres mauvais traitements.

Les autorités n'ont pas indiqué le motif de son arrestation mais il semble qu'il soit lié au fait que **Zhao Shiyong** a signé une proposition de réforme juridique et politique appelée Charte 08, et qu'il apporte son soutien à l'auteur de ce document, actuellement incarcéré.

Selon des amis de Zhao Shiyong, une douzaine de policiers sont arrivés à son domicile le 11 janvier à 11 heures du matin. Ils ont perquisitionné et l'ont emmené entre 17 et 18 heures. Ils ont confisqué ses deux ordinateurs, des documents, du courrier personnel et de nombreux livres. La police n'a pas informé Zhao Shiyong ni sa famille des raisons de son arrestation et de la confiscation de ses biens.

La police a aussi brièvement détenu sa femme et son fils adulte. Ils ont tous les deux été libérés plus tard dans la soirée, mais la police leur a interdit de parler de ce qui s'était passé et d'évoquer les questions qui leur avaient été posées. Le 12 janvier au soir, la femme de Zhao Shiyong a téléphoné à la police afin de demander des informations sur la situation de son mari. On lui a répondu que l'enquête était en cours, tout en refusant de lui indiquer le motif de sa détention. En vertu du droit chinois, la famille de Zhao Shiyong aurait dû être informée officiellement de sa détention dans les vingt-quatre heures.

Zhao Shiyong a été interrogé et les autorités l'ont prévenu qu'il devait prendre un profil bas depuis qu'il a publié le 16 décembre 2009 sur Internet une déclaration indiquant qu'il partageait la responsabilité pénale de la Charte 08 avec Liu Xiaobo.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en chinois ou dans votre propre langue) :

- priez les autorités de libérer immédiatement et sans condition Zhao Shiyong, car il s'agit d'un prisonnier d'opinion qui n'a fait qu'exercer pacifiquement son droit à la liberté d'expression ;
- demandez-leur de veiller, pendant toute la durée de sa détention, à ce qu'il ne soit ni torturé ni soumis à d'autres mauvais traitements, qu'il puisse recevoir la visite de ses proches, s'entretenir avec l'avocat de son choix et bénéficier de tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin ;
- exhortez-les à mettre fin à l'utilisation de qualifications pénales vagues en vue d'empêcher les dissidents et les militants de réclamer pacifiquement une réforme juridique et politique.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 25 FÉVRIER 2010 :

Directeur du bureau de la sécurité publique de la municipalité de Shenzhen :

Li Ming, Juzhang
Shenzhenshi Gonganju
4018 Jiefanglu
Shenzhenshi
Guangdongsheng 518008
République populaire de Chine
Fax : +86 755 84464060
Formule d'appel : *Dear Director, / Monsieur,*

Maire par intérim de Shenzhen :

Wang Rong, Shizhang
Shenzhenshi Renmin Zhengfu
Fuzhong 3 Lu, Shimin Zhongxin C qu 3
Lou
Futianqu Shenzhenshi
Guangdongsheng 518035
République populaire de Chine
Fax : +86 755 82002880
Formule d'appel : *Dear Mayor, / Monsieur le Maire,*

Copies à :

Premier ministre de la République populaire de Chine :
Wen Jiabao, Guojia Zongli
The State Council General Office
2 Fuyoujie, Xichengqu
Beijingshi 100017
République populaire de Chine
Fax : +86 10 65961109 (*via le ministère des Affaires étrangères*)

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN ÉCRIVAIN CHINOIS EN FAVEUR DE LA DÉMOCRATIE A ÉTÉ ARRÊTÉ

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Zhao Shiyong (plus connu sous le nom de Zhao Dagong), est membre du Centre PEN chinois indépendant, une organisation non gouvernementale (ONG). Il a écrit de nombreux articles appelant à la réforme du système politique chinois et réclamant une plus grande liberté d'expression. Certains de ses articles peuvent être consultés aux adresses suivantes :

<http://www.boxun.com/hero/zhaodagong/> et <http://zhaodagong.bokee.com/>.

La Charte 08, qui a dans un premier temps été signée par près de 300 universitaires, juristes et responsables chinois, propose une profonde réforme juridique et politique en Chine, avec pour objectif un système démocratique respectueux des droits humains. Ce texte a été publié sur Internet le 9 décembre 2008. Un grand nombre de ses signataires ont été interrogés et harcelés par les autorités chinoises depuis lors.

Liu Xiaobo, un universitaire de renom, est détenu depuis le 8 décembre 2008 car il est le rédacteur de la Charte 08. Le 25 décembre 2008, il a été condamné à onze ans d'emprisonnement pour « *incitation à la subversion du pouvoir de l'État* ».

En Chine, les défenseurs des droits humains qui essaient de rendre compte des violations, qui remettent en question des mesures jugées politiquement sensibles, ou qui tentent de rallier d'autres personnes à leur cause, risquent fortement de subir des atteintes à leurs droits fondamentaux. Les accusations de « *vol, possession et divulgation de secrets d'État* » et de « *subversion* », infractions définies en termes vagues et dont le champ d'application est vaste, sont utilisées pour arrêter arbitrairement et poursuivre des militants, des journalistes et des internautes. De nombreux militants, considérés par Amnesty International comme des prisonniers d'opinion, sont incarcérés à l'issue de procès motivés par des considérations politiques, tandis que d'autres, de plus en plus nombreux, sont assignés à domicile et soumis à une surveillance intrusive de la police, avec des gardes postés en permanence autour de chez eux. Depuis début 2009, année de plusieurs anniversaires sensibles en Chine, la répression à l'égard des défenseurs des droits humains s'est intensifiée. Les proches de défenseurs des droits humains, y compris des enfants, sont de plus en plus souvent pris pour cible par les autorités dans le cadre de ces mesures de répression.

AU 11/10, ASA 17/003/2010, 14 janvier 2010

